



N° 43  
Septembre 2025

Édité par l'Union Syndicale  
Retraités CGT d'Indre et Loire  
18, rue de l'Oiselet  
37550 SAINT AVERTIN  
02 47 38 53 81  
usrcgt37@orange.fr  
N° ISSN : 2275-4261  
Directrice et Directeur  
de la publication :  
Isabelle DAVID  
Christian DUFRAISSE

## SOMMAIRE

- Page 1 :**  
Editorial
- Page 2 :**  
Une Association efficace  
pour la réouverture  
de la ligne SNCF  
Tours-Châteauroux
- Page 3 :**  
La rentrée scolaire  
en Indre et Loire
- Pages 4, 5 et 6 :**  
Dossier : Budget de l'Etat  
Les mensonges de Bayrou
- Page 7 :**  
Les brèves d'Hervé
- Page 8 :**  
Point de vue

Découvrez le site  
de l'Union Confédérale  
des Retraités CGT :  
<http://www.ucr.cgt.fr>  
Et le site de  
l'Union Départementale  
CGT 37:  
<http://www.ud37.cgt.fr>

# Le lien des retraités d'Indre et Loire

## Editorial

Christian DUFRAISSE

Co-Sectaire général de l'USR 37

## LES VACANCES, SONT-ELLES DEVENUES UN LUXE ?

Même si nous pouvons tous en bénéficier, ce droit fondamental, arraché de haute lutte en 1936, est aujourd'hui bafoué, vidé de sa substance, réservé à une minorité.

### En cause :

- \* Des salaires et des pensions trop bas : Comment partir en vacances quand le mois se termine souvent le 15 ?
- \* Un pouvoir d'achat laminé par l'inflation, les hausses de l'énergie, de l'alimentation, des loyers.
- \* Un coût trop élevé du transport qui se rajoute à toutes les autres dépenses.
- \* Un tourisme marchand capitaliste, standardisé.

### Résultat :

- \* Des millions de personnes sont exclues des vacances chaque année en France. En premier lieu les travailleuses et les travailleurs précaires, les familles monoparentales, les jeunes des quartiers populaires, les retraitées et retraités modestes...

Cet été, 55% des Français sont partis en vacances, soit 3 points de moins qu'en 2024 et 7 points de moins qu'en 2021.

Cette tendance s'accompagne d'une réduction de la durée des séjours : 40% des vacanciers ne partent qu'une semaine.

De plus, malgré le ralentissement de l'inflation, le budget moyen des vacances d'été par foyer a diminué de 6% par rapport à 2024.

Cette situation n'est pas inédite. Elle est issue des différentes cures d'austérité appliquées aux salariés et retraités depuis de nombreuses années.

D'ailleurs, le budget 2026 du 1<sup>er</sup> ministre BAYROU prévoyait 44 milliards d'économies faites uniquement sur le dos des salariés et des retraités ignorant par là même les 212 milliards de cadeaux fiscaux faits aux entreprises sans aucune contre parties.

Alors que notre pays manque cruellement de moyens pour la santé, les transports, le logement, les gouvernements qui se succèdent sous l'ère MACRON, n'ont cessé de s'attaquer à ceux qui créent des richesses et de stigmatiser les retraités.

Notre CGT a raison de travailler à créer les conditions d'un rassemblement du plus grand nombre en appelant à la mobilisation dans les entreprises et à des manifestations sur l'ensemble du territoire.

Les journées d'action unitaire du 10 et du 18 septembre doivent être le point de départ d'un mouvement plus large afin de gagner une politique de progrès social.

C'est pourquoi, en cette rentrée, les retraités avec l'USR CGT 37 et les sections de retraités ont prévu de participer à ces rendez-vous revendicatifs.

De même, nous préparons avec le groupe des neufs une action spécifique des retraités début novembre.

## UNE ASSOCIATION EFFICACE POUR LA REOUVERTURE DE LA LIGNE TOURS – LOCHES – CHATILLON - CHATEAUROUX !



**C**omment être à la hauteur des enjeux écologiques et des attentes des populations de notre région ? Pour répondre à cette question, une association **Urgence CCLT** s'est créée et une assemblée générale s'est tenue le 25 avril 2025 à Chatillon sur Indre.

Jean-Claude DURANDEAU cheminot CGT du Cher en assure la présidence et Florence DUMOND cheminote CGT bien connue de notre département en est la secrétaire.

**F**ace à l'urgence climatique que l'actualité nous rappelle régulièrement, investir dans le ferroviaire est devenu une vraie priorité. Le tracé de la ligne Châteauroux - Châtillon - Loches - Tours, traverse deux départements, de nombreuses villes et villages de notre région Centre-Val-de-Loire. Elle est au cœur des grands enjeux écologiques, de déplacements et d'aménagement du territoire de notre temps.

**S**eulement le tracé Tours-Loches est opérationnel. Mais l'empreinte ferroviaire de Loches à Châteauroux subsiste et l'association veille à ce que la SNCF ne s'en sépare pas.

**A**ujourd'hui, tout le monde est d'accord sur le principe que transporter les marchandises en train plutôt qu'en camion est un levier à actionner pour la transition environnementale. En plus de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> cela permet de réduire la circulation routière, de limiter la congestion et les consommations d'espaces, l'accidentalité routière et les dommages sur les infrastructures.

Le ferroviaire apporte également une réponse aux besoins de mobilités des usagers afin d'ouvrir d'autres horizons et de développer des compétences territoriales.

**L**à où le transport ferroviaire est présent et répond aux besoins, son utilisation explose (+9%). Il est indispensable que l'Etat soit le garant de la continuité des mobilités ferroviaires. Il doit en être le principal financeur car seul détenteur des ressources nécessaires. Les Régions ne peuvent seules supporter le financement des travaux nécessaires d'infrastructures.

**D**éjà, la région s'est engagée à financer les études préalables pour la réouverture de la ligne. Alors que l'Etat, sous le ministère d'Elisabeth BORNE, répondait par la négative à la réouverture de cette ligne structurante.

Mais le discours a aujourd'hui changé.

**L**'association ne lâche rien et son appel est clair :

**« C'est bien tous ensemble, citoyennes et citoyens, élues et élus de nos territoires que nous atteindrons notre objectif de réouverture de Châteauroux-Tours.  
Tant au transport des marchandises que des voyageurs »**

Jean-Louis CORVAISIER

## RENTREE SCOLAIRE 2025 EN INDRE ET LOIRE :

### Classes supprimées et facture salée pour les familles

La rentrée en Indre-et-Loire s'est déroulée dans un climat d'inquiétude. Entre fermetures de classes, manque d'enseignants et un coût de plus en plus lourd pour les parents, les familles tourangelles affrontent une rentrée sous tension.



### Des classes qui ferment, des inquiétudes qui montent :

La carte scolaire 2025 prévoit près de 30 fermetures de classes pour seulement une vingtaine d'ouvertures dans le département. Si la baisse démographique est invoquée par l'administration, parents, enseignants et syndicats dénoncent des effectifs qui risquent de s'alourdir dans plusieurs communes.

### Manque de professeurs et remplacements précaires :

Comme ailleurs en France, l'Indre-et-Loire n'échappe pas à la pénurie d'enseignants. Le rectorat peine à recruter des remplaçants, en particulier dans les communes de la première couronne tourangelle.

Résultat : certaines classes commencent l'année sans professeur stable, avec des contractuels embauchés en urgence.

### Une facture qui pèse lourdement sur les familles :

Au-delà des manques pédagogiques, c'est le poids économique de la rentrée qui frappe les parents.

- \* Le panier moyen de fournitures pour un collégien atteint 233 €, selon Familles de France.
- \* La cantine scolaire représente entre 500 et 700 € par an et par enfant, selon les communes.
- \* Les transports scolaires varient entre 150 et 400 €, avec des écarts marqués entre zones urbaines et rurales.
- \* S'y ajoutent assurances et activités périscolaires (100 à 200 €).

Pour une famille avec deux enfants scolarisés, la rentrée peut dépasser 1 000 € dès septembre.

Les familles font attention à tout, mais entre les fournitures, la cantine et le bus, c'est un budget colossal.

### Des aides, mais des disparités :

L'allocation de rentrée scolaire (ARS) soulage une partie des familles, avec 423,48 € pour un enfant de primaire, 446,85 € pour un collégien et 462,33 € pour un lycéen. Mais elle ne couvre pas l'ensemble des frais, et les classes moyennes, souvent non éligibles, doivent assumer seules la facture.

Certaines municipalités apportent un soutien, des fournitures sont distribuées aux élèves du primaire. Mais dans de nombreuses communes rurales, aucune aide complémentaire n'est prévue, accentuant les inégalités territoriales.

### Une rentrée à double peine :

En Indre-et-Loire, les familles se retrouvent face à une double contrainte :

- \* des conditions d'enseignement fragilisées par les fermetures de classes et le manque de professeurs ;
- \* un budget scolaire de plus en plus difficile à supporter, surtout dans un contexte de prix élevés pour l'alimentation et l'énergie.

**La rentrée qui devrait être un moment d'enthousiasme  
est devenue aujourd'hui une source d'angoisse pour les parents.**

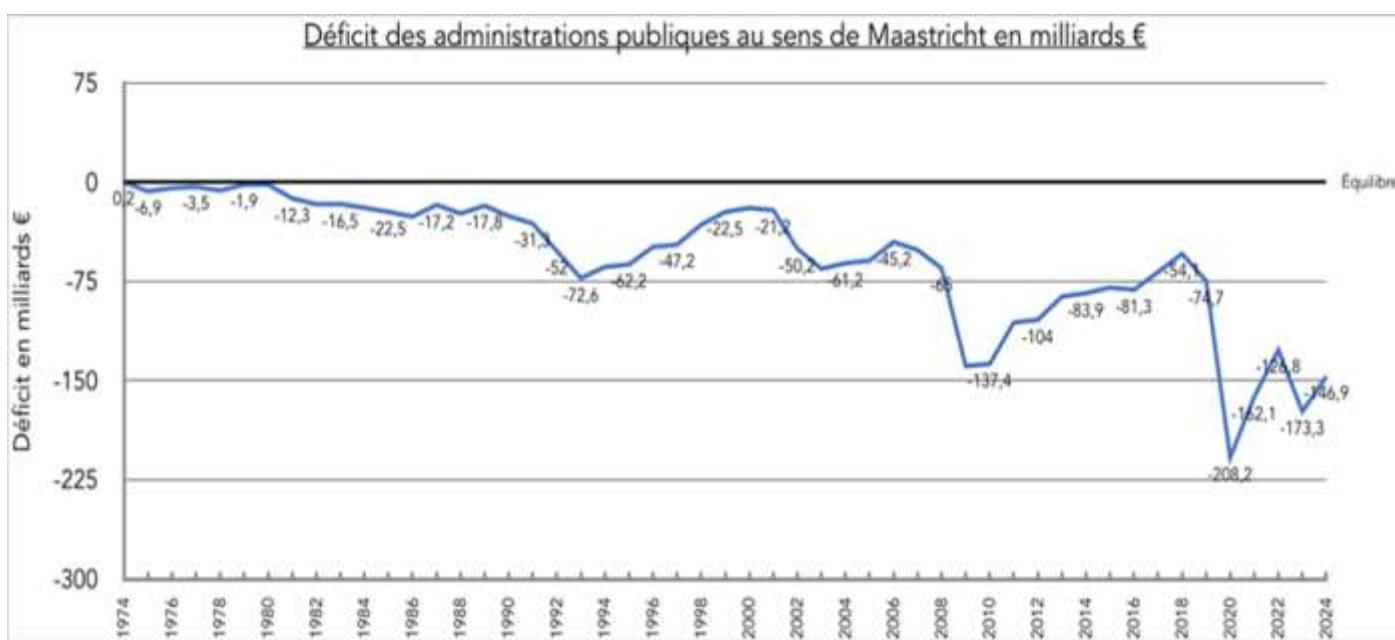
Jean-Pierre CHIPOT

## **DOSSIER LOI DE FINANCES 2026 :**

### **LES MENSONGES ET LES PROVOCATIONS DE FRANÇOIS BAYROU !**

Après avoir menti pour obtenir l'abstention du Parti Socialiste sur la loi de Finances 2025, le conclave sur les retraites s'est terminé par une fumée noire. Aucune remise en cause de la réforme des retraites n'est intervenue. François BAYROU s'est lancé dans une croisade pour la loi de finances 2026 en proposant un projet d'économies de 43 milliards d'euros d'une violence inouïe puisqu'il frappe toutes les franges sociales de notre société ,en commençant par les plus faibles, en gelant toutes les mesures sociales, avec le vol de deux jours fériés, le doublement des franchises médicales, le gel des salaires des fonctionnaires, des retraites, des allocations sociales, une nouvelle régression de l'assurance chômage, la suppression de 3000 postes de fonctionnaires, des coupes sombres dans les services publics de santé, d'éducation.

**Ce plan d'austérité est terrible pour les salarié.e.s, pour les retraité.e.s, pour la jeunesse. Le simulateur de la CGT permet à chacune et à chacun de mesurer l'impact dans sa vie de tous les jours (<https://www.cgt.fr/simulateur>).**



Qu'est ce qu'il ne faut pas dire et faire pour exonérer le capital ?

**Premier mensonge :** la crise financière n'est pas celle de la dette mais celle des intérêts de la dette. La dette publique traîne depuis 50 ans comme le montre le graphique ci-dessus pour représenter 2925,3 milliards € au total.

**Une insoutenable provocation :** Lors de sa conférence de presse, le politicien Bayrou a pointé du doigt "le confort des boomers qui (...) considèrent que tout va très bien" malgré le niveau d'endettement colossal du pays, lui qui participe à la vie politique depuis plusieurs décennies. "Les efforts doivent être partagés par tous, y compris par ceux qui ont bénéficié de décennies de stabilité."

Les retraités, contrairement à ce qu'affirme BAYROU, n'ont pas bénéficié de stabilité mais ont perdu régulièrement du pouvoir d'achat comme notre journal le démontre régulièrement.

Les retraitées et les retraités sont stigmatisés, le magazine Marianne, dans son numéro 1479 en fait sa une : « *retraités vrais coupables ou boucs émissaires ?* »

(Suite de l'article page 5)

## LES MENSONGES ET LES PROVOCATIONS DE FRANÇOIS BAYROU !

(Suite)

**Deuxième mensonge :** la France serait le dernier pays possédant une dette abyssale ! **Faux !** Le Japon (234,9% du PIB), les Etats-Unis (122,5 % du PIB), l'Italie (137,3% du PIB) ont des dettes souveraines supérieures à la France

**Troisième mensonge :** il n'y a qu'une loi de finances de rigueur qui serait capable de réduire la dette publique : **faux !** Tout le monde se souvient de la terrible cure d'austérité qu'a subie la Grèce après la crise de 2008 : baisse des salaires et des pensions, privatisation des services publics, vente du patrimoine. La dette était de 164% du PIB, elle est toujours de 153,6% du PIB.

**Quatrième mensonge de Bayrou :** ce sont nos enfants qui paieront notre dette : **faux !**

Nos enfants nous remercieront d'avoir investi dans l'éducation, dans le sport, dans la culture, dans les infrastructures de transports publics faibles en émission carbone, dans la lutte contre le réchauffement climatique pour sauver la planète.

**Cinquième mensonge :** l'endettement est imputable aux retraites : **faux !** 1.000 milliards de dettes supplémentaires ont été accumulées durant les deux quinquennats d'Emmanuel MACRON, soutenu François BAYROU, à cause des cadeaux faits au capital et aux plus riches. Le récent rapport du Sénat confirme le niveau des aides aux entreprises : 211 milliards d'euros sans conditions ni contreparties en matière d'emploi, de salaires, de formation, d'investissement, de recherche et de développement.

Les précédents rapports sénatoriaux ont évalué à 80 milliards d'euros la fraude fiscale et 60 milliards d'euros l'évasion fiscale :

**La dette n'est donc pas un excès de dépenses mais une absence de recettes et la preuve est que des moyens existent grâce à une vraie réforme fiscale !**

**Sixième mensonge :** l'impact sur les retraitées et les retraités sur la fin de l'abattement fiscal qui serait une anomalie de l'histoire ...

Depuis la loi de finances de 1978, chaque retraité bénéficiait d'un abattement fiscal équivalant à 10 % de sa pension, dans la limite de 4 399 € par an par foyer fiscal.

À partir de 2026, ce dispositif sera remplacé par un **abattement forfaitaire de 2 000 € par personne** (4 000 € pour un couple).

Conséquence directe :

\* Au-delà **de 20 000 € par an** (environ 1 667 €/mois), un retraité gagnant 22 000 € par an perdra environ **540 € par an**.

\* Pour les couples, la bascule se situe autour de 40 000 € annuels. Un ménage avec deux retraites annuelles moyennes de 24 000 €, chacune perdra près de **800 € par an** en raison du nouvel abattement.

Et ce calcul ne tient pas compte de l'autre volet du plan : **le gel des pensions**.

**Septième mensonge : l'année blanche !**

L'année blanche ne sera pas sans effets : Le gel des pensions entraîne une perte bien réelle. Concrètement, si l'inflation est de 2 % l'an prochain, la pension réelle baissera d'autant en pouvoir d'achat. Pour un retraité à 1 500 € par mois, cela représente **environ 360 € de perte annuelle**. Additionné à la réforme fiscale, l'impact dépasse vite le millier d'euros pour les pensions élevées. Selon l'OFCE, 90 % des retraités verront leur pouvoir d'achat reculer en 2026. Les 5 % restants resteront à l'équilibre, et seuls 5 % seront gagnants. Ce sont principalement des couples dont un seul membre est retraité : l'abattement forfaitaire devient alors plus généreux que l'ancien calcul proportionnel, compensant le gel des pensions.

(Suite et fin de l'article page 6)

### LES MENSONGES ET LES PROVOCATIONS DE FRANÇOIS BAYROU !

(Suite et fin)

**Huitième mensonge :** les retraitées et les retraités épargnent considérablement.

Malgré la dette souveraine, les marchés, les « prêteurs » continuent à faire confiance à la France en raison du niveau de l'épargne : 6.000 milliards d'euros sans compter le patrimoine immobilier. Mais, nombre de retraitées et de retraités pauvres (15,6% de la population) ne parviennent pas à épargner en raison de la faiblesse de leurs revenus mensuels. D'autres épargnent pour anticiper leur fin de vie compte tenu des coûts exorbitants des EPHAD notamment privés.

**Neuvième mensonge :** ce budget de rigueur est bon pour l'économie : il rassure les marchés financiers mais il est probable qu'il conduise à une récession faute d'investissements, notamment des collectivités locales et territoriales amputées de 6 milliards de dotations budgétaires alors qu'elles permettent 80% des investissements.

#### La CGT force de propositions

Une réforme de justice fiscale permettrait de renforcer de 53,2 milliards d'euros les recettes fiscales de l'état :

- + 12 milliards d'euros en augmentant la progressivité de l'impôt sur le revenu.
- + 2,2 milliards d'euros environ grâce à la suppression de la flat tax, qui est une imposition au taux fixe de 12,8%. Un prix d'ami alors que l'application du barème de l'impôt sur les revenus conduirait les plus riches à être imposés à 41% sur la plus grande portion de leurs dividendes et plus-values, fruit du travail des autres et de la spéculation.
- + 8 milliards d'euros avec la création d'une taxe sur les superprofits de grandes entreprises.
- + 1 milliard d'euros avec la création d'une véritable taxe sur les rachats d'actions à 1%.
- + 20 milliards d'euros la première année en conditionnant les aides publiques avec un impôt sur les sociétés, modulé en fonction des politiques menées par les entreprises.
- + 2 milliards d'euros en réformant la fiscalité sur les successions et donations.
- + 8 milliards d'euros en établissant un impôt sur la fortune à l'assiette élargie et au barème progressif.

#### Les retraitées et les retraités mobilisés !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas si François BAYROU devra démissionner, faute d'avoir recueilli la confiance du Parlement : ... nous l'espérons !

Nous nous mobiliserons toutes et tous les 10 et 18 septembre, et autant de fois qu'il faudra pour une loi de Finances 2026 qui préservent les retraites et le progrès social.

Jean-Louis CORVAISIER

### CULTURE : La CGT a 130 ans, le cinéma aussi.

Pendant le mois d'août on pouvait voir sur nos écrans « *Lumière l'aventure continue* » réalisé par Thierry Frémaux.

On a tous déjà vu « *L'arrivée du train en gare de La Ciotat* », « *L'arroseur arrosé* » ou bien « *La sortie des usines Lumière* ». Les premiers films projetés en France dès 1895, année où les frères Lumière inventèrent le cinéma. Les limites technologiques de l'époque ne permettaient pas que les films puissent dépasser pas les 50 secondes ! Le documentaire de Thierry Frémaux est un montage à partir de 120 de ces films (muets bien sûr). Il y a rajouté son commentaire un peu savant mais qui sait se faire léger et une musique de Gabriel Fauré contemporain des Lumière.

Et ce qu'on voit est très émouvant. On sent bien que les Lumière ont eux-mêmes été émerveillés par ce que leur invention rendait possible. Dès lors, ils ont cherché à tout filmer : des scènes de famille, des enfants, des militaires, des ouvriers, des trains, des bateaux, des cérémonies de toutes sortes.

Ils ont embauché des dizaines d'opérateurs (déjà très doués) qu'ils ont envoyé sur toute la planète pour faire découvrir le monde à leurs spectateurs. En une année ils ont inventé non seulement la technologie mais aussi toutes les formes de l'art cinématographique : le documentaire, la fiction, le burlesque, le cadrage, les trucages ...

Pour faire rire, faire pleurer, instruire ... etc.

Un regret, ils n'étaient pas à Limoges.

Hervé RIGAULT

## Les brèves de Touraine d'Hervé

### Juin 2025

- 05-** Manif CGT à Tours 250 participants.
- 06-** Collecte des déchets en Indre et Loire, + 7 % en 10 ans.
- Grève (CGT et Sud) à Bretonne (psychiatrie) / accueil des plus de 65 ans, effectifs infirmiers ...
- 09-** Les salariés de Primark (Prêt à porter Tours) dénoncent leurs conditions de travail.
- 10-** Joué les Tours : nuit d'affrontement entre jeunes et policiers à La Rabière.
- 11-** Fumées en provenance des incendies au Canada, visibles dans le ciel de Touraine.
- 14-** Saint Pierre des Corps : incendie au poste d'aiguillages. Trains bloqués.
- Tours : la préfecture déclare d'utilité publique la 2<sup>ème</sup> ligne de Tram.
- 15-** Tours : accroissement des inégalités (Observatoire des inégalités).
- 16-** Inquiétude du personnel à la Clinique Vinci rachetée par le groupe Vivalto (52 cliniques privées en France et 2,2 milliards de chiffre d'affaires).
- 18-** Ouverture des squares la nuit en raison de la vague de chaleur.
- 20-** Amende de 123 000 € pour la société Artinove : rénovation et démarchage téléphonique abusif.
- 22-** Fréquentation en hausse dans le centre-ville de Tours, mais activités commerciales en baisse.

**25-** Fermeture du siège de Frans Bonhomme à Joué. 150 emplois en jeu.

- Crise financière au Centre d'Information du Droit des Femmes.
- Chinon : des cours d'IA pour des élèves de seconde, faute de trouver des stages en entreprise.

**26-** Grève chez ST micro Tours (CGT et CFDT).

**30-** Le département en alerte rouge canicule.

### Juillet 2025

**03-** 3 dirigeants du TMB (basket) condamnés pour fraude à la taxe d'apprentissage en lien avec ND de la Riche.

**05-** Retour à la gratuité à la bibliothèque municipale de Tours.

**09-** Château-Renault : conflit entre la municipalité et l'association gestionnaire du cinéma.

- Ligne SNCF Tours-Loches fermée pour travaux pendant 6 mois.

**21-** Tornade sur Tous Nord

**24-** Menaces sur Wabtec (ex Faiveley) / activités délocalisées.

- Le CNRS se désengage vis à vis de plusieurs laboratoires universitaires de la Région.

- Prolifération de moustiques sur l'agglo tourangelle.

**30-** Ryan Air suspend ses vols en direction de Londres / hausse des taxes gouvernementales.

**31-** SKF Saint Cyr : accord OS et Direction sur 80 départs volontaires.

- La municipalité de Joué rachète l'église ND de la Paix 725 000 € sans avoir de projet.

### Août 2025

**02-** La Préfecture bloque le projet de plate forme logistique d'Esvres.

**05-** Le tribunal de Commerce donne son accord pour la continuation des activité des chaussures Arche à Château Renault.

**07-** Incendie volontaire au CHRU de Trousseau Tours (service psychiatrie).

**21-** Fermeture des urgences de nuit à Loches.

**23-** Alerte sur le faible niveau des cours d'eau dans le bassin de la Loire.

- Le carnaval de Manthelan maintient son label « Plus belles fêtes de France » contrôlé par PE Stérin (milliardaire d'extrême droite).

**25-** Vignoble de Chinon, début précoce des vendanges.

- Jets de pierres sur les verrières de la future grande mosquée de Tours.

**27-** Amboise : appel (FO) à la grève illimitée des ATSEM à partir du 1<sup>er</sup> septembre. Reconnaissance de leur travail.

- Selon le Groupement des employeurs de Touraine, pour les vendanges, 60 % des saisonniers sont bulgares.

**29-** Appel à la grève illimitée (CGT) à la Centrale de Chinon pour les salaires et taux de TVA.

*Chaque samedi à Tours et chaque jeudi à Chinon, manifestations de soutien au peuple palestinien.*

## LE POINT DE VUE DE :

**Est ce qu'on peut comprendre ce qui se passe chez nous et agir, sans comprendre ce qui se passe dans le monde ?**

*Souvent, dans nos réunions, j'ai entendu des camarades regretter que l'on passe du temps sur la situation internationale. « De toute façon, on n'y peut rien » disaient-ils.*

*D'un autre côté, la présentation de la situation mondiale relevait bien souvent du bon sentiment plus que de l'analyse. Les évolutions survenues, en particulier depuis l'élection de Trump, sont bien sûr angoissantes, mais elles ont l'avantage d'éclaircir la situation. Le texte suivant pose schématiquement certaines hypothèses. Elles sont discutables bien entendu, mais, aujourd'hui plus que jamais, nous ne devons pas avoir peur de la discussion.*

1990. L'Union soviétique « pays du socialisme réel » (?) s'effondre. Le capitalisme dominé par les USA triomphe et impose son modèle à toute la planète. Les chaînes de valeur enserrent le monde entraînant délocalisations et dépenses d'énergie en transport. Dirigeants économiques, politiques et médiatiques nous promettent alors l'entrée dans une ère de paix et de prospérité sans limites.

Aujourd'hui, la crise est partout. La prospérité n'est pas là. La croissance économique est poussive. La guerre exerce ses ravages même en Europe et, en plus, nous subissons une crise environnementale cruciale qui touche avant tout les plus pauvres. Ce qui n'empêche pas les immenses fortunes de gonfler et les inégalités de se creuser toujours davantage.

La domination des Etats Unis, même s'ils demeurent la première puissance mondiale (notamment en armement) est bousculée et cela a des conséquences sur la situation intérieure du pays. D'où l'élection de Donald Trump et la mise en œuvre de sa politique agressive pour restaurer sa puissance menacée.

Face aux USA, la puissance montante est la Chine (convertie au capitalisme) qui commence à les dépasser dans certains domaines mais dont le développement connaît, lui aussi quelques à-coups (immobilier particulièrement).

L'Europe (dont la France) voit sa puissance et son influence diminuer. Elle subit le coût du conflit ukrainien (matières premières, gaz, produits pétroliers ...) et se soumet aux nouvelles exigences des USA (droits de douane, achats d'armement, investissements forcés ...).

Face à ces crises, la plupart des pays se tournent vers une politique d'armement censée relancer l'économie à bout de souffle (keynésianisme militaire) et appuyer des politiques agressives, concurrence oblige.

Le risque d'embrasement général est considérable d'autant plus que l'extrême droite arrive au pouvoir.

Et nous là-dedans ? La situation actuelle en France et même en Touraine a-t-elle quelque chose à voir avec tout cela ? Notre pays n'est pas isolé du reste du monde. La tension autour du budget 2026 ne peut pas se comprendre si on ne fait pas de relation entre la politique d'austérité et de régression sociale dont on nous menace et l'augmentation des dépenses militaires. En Touraine, la menace qui pèse sur le devenir des entreprises multinationales SKF, ST Mico, Faiveley (dorénavant Wabtec) ... s'inscrit dans des stratégies du Capital pensées à l'échelle mondiale.

Ces exemples (il en existe bien d'autres) montrent bien en quoi la crise mondialisée nous concerne au plus haut point.

Ne rêvons pas, nous n'améliorerons pas notre situation, nous n'échapperons pas au cataclysme sans intervenir sur les politiques et sans agir solidairement et concrètement à l'International.

Les dockers de Fos qui ont bloqué l'envoi d'armes à Israël ont montré l'exemple.